

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47547]

**14 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux incitants visant des équipements réduisant la consommation d'énergie et les émissions sonores d'un véhicule**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, l'article 6 ;

Vu le rapport du 30 juin 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 18 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 11 mars 2004 : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

2° l'entreprise : la petite ou moyenne entreprise et la grande entreprise visées à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 11 mars 2004, possédant un véhicule pour lequel la taxe de circulation est due en Région wallonne ;

3° le véhicule : le véhicule à moteur, l'ensemble de véhicules articulés ou remorque prévu ou utilisé, soit partiellement, soit exclusivement, pour le transport par route de marchandises, dont la masse maximale autorisée est de plus de 3,5 tonnes, à l'exclusion du véhicule à moteur, de l'ensemble de véhicules articulés ou remorque, utilisé de manière limitée sur la voie publique ;

4° le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions ;

5° le SPW EER : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre ou son délégué désigné à cette fin peut octroyer une prime, dans les limites des crédits budgétaires, conformément aux dispositions européennes établies en matière d'aides de minimis, ci-après dénommé, règlement de minimis, à l'entreprise qui :

1° possède une unité d'établissement telle que visée à l'article I.2., 16°, du Code de droit économique, en Région wallonne ;

2° installe un équipement neuf réduisant la consommation d'énergie ou les émissions sonores sur un véhicule de norme EURO VI ou supérieure ;

3° n'a pas bénéficié d'incitants, pour le même équipement et sur le même objet, en vertu du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises ;

4° est en règle avec les législations et réglementations fiscales et sociales ou qui se met en règle dans les délais fixés par l'administration compétente.

Au 4°, le SPW EER peut, le cas échéant, demander à l'entreprise de produire les documents et les preuves nécessaires.

§ 2. Le Ministre détermine les équipements admissibles par véhicule, visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ainsi que le montant de la prime correspondant.

Le montant maximum de la prime est fixé à 10.000 euros par véhicule et limité à 100.000 euros par entreprise pour l'ensemble des demandes relatives à des factures émises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et le 31 décembre 2025.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'entreprise introduit par courrier une demande de prime auprès du SPW EER sur base d'un formulaire type déterminé par le SPW EER.

Celui-ci contient, au moins, les informations suivantes :

1° la preuve de l'installation et du paiement de l'équipement visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ;

2° une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise attestant ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le règlement de minimis, sur les deux derniers exercices fiscaux et sur l'exercice fiscal en cours ;

3° une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise attestant qu'elle est en règle avec les législations et réglementations fiscales et sociales.

§ 2. La demande de prime est introduite dans les quatre mois à compter de la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* ou dans les quatre mois à compter de la dernière facture relative à l'équipement, visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

Les factures admises sont celles qui ont été émises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et le 31 décembre 2025.

L'entreprise introduit une seule demande de prime pour un ou plusieurs équipements visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°. Une demande de prime peut néanmoins porter sur un ou plusieurs véhicules.

**Art. 4.** Dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la demande de prime, le SPW EER peut adresser à l'entreprise, une demande relative aux renseignements manquants en lui accordant un délai d'un mois, à partir de la réception de cette demande, afin de compléter son dossier.

Le SPW EER envoie un rappel à l'entreprise lorsque celle-ci n'a pas transmis les renseignements sollicités par l'administration dans le mois de la réception de la demande d'information. Ce rappel octroie un nouveau délai d'un mois à l'entreprise. Passé ce nouveau délai, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de refus de la prime à l'investissement et la notifie à l'entreprise par envoi recommandé avec accusé de réception ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

Si l'entreprise n'a pas transmis dans le mois les renseignements sollicités par l'administration, un rappel lui est adressée lui octroyant un nouveau délai d'un mois. Passé ce délai, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de refus de la prime à l'investissement, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

**Art. 5.** Le SPW EER examine la recevabilité de la demande de prime et le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi ou de refus de la prime.

S'il s'agit d'une décision d'octroi, la prime visée à l'article 2, § 2, est liquidée en un seul versement.

S'il s'agit d'une décision de refus, le SPW EER la notifie à l'entreprise par envoi recommandé avec accusé de réception ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 7.** Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/47547]

#### 14. SEPTEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Anreize für Ausrüstungen zur Verringerung des Energieverbrauchs und der Geräuschemissionen eines Fahrzeugs

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, Artikel 6;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 30. Juni 2023;

Aufgrund des am 5. Juli 2023 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. Juli 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 18. Juli 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist kein Gutachten übermittelt wurde;

Aufgrund des Artikels 84, § 4, Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 11. März 2004: das Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;

2° das Unternehmen: das kleine oder mittlere Unternehmen und das große Unternehmen gemäß Artikel 1 des Dekrets vom 11. März 2004, das ein Fahrzeug besitzt, für das in der Wallonischen Region die Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge geschuldet wird;

3° Fahrzeuge: Motorfahrzeuge, Kombinationen von Gelenkfahrzeugen oder Anhänger, die entweder teilweise oder ausschließlich für die Beförderung von Gütern auf der Straße vorgesehen sind oder benutzt werden und deren zulässige Gesamtmasse mehr als 3,5 Tonnen beträgt, mit Ausnahme der Motorfahrzeuge, Kombinationen von Gelenkfahrzeugen oder Anhänger, die auf der öffentlichen Straße nur in begrenztem Maße benutzt werden;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

5° ÖDW WBF: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung, Forschung.

**Art. 2** - § 1. Der Minister oder sein zu diesem Zweck ernannter Beauftragter kann im Rahmen der Haushaltsmittel gemäß den europäischen Bestimmungen, die im Bereich der De-minimis-Beihilfen festgelegt sind, im Folgenden als De-minimis-Verordnung bezeichnet, eine Prämie an das Unternehmen gewähren, das:

1° eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2., 16°, des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besitzt;

2° eine neue Ausrüstung zur Verringerung des Energieverbrauchs oder der Geräuschemissionen in ein Fahrzeug der Norm EURO VI oder höher einbaut;

3° für die gleiche Ausrüstung und den gleichen Gegenstand keine Anreize aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, des Dekrets vom 11. März 2004 oder des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe in Anspruch genommen hat;

4° die steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Regelungen einhält oder deren Einhaltung innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Fristen nachholt.

Was Ziffer 4 betrifft, kann der ÖDW WBF gegebenenfalls das Unternehmen auffordern, die notwendigen Dokumente und Belege vorzulegen.

§ 2. Der Minister bestimmt die zulässigen Ausrüstungen pro Fahrzeug die in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannt werden, sowie den entsprechenden Prämienbetrag.

Der Höchstbetrag der Prämie wird auf 10.000 Euro pro Fahrzeug und auf 100.000 Euro pro Unternehmen begrenzt für die gesamten Anträge in Bezug auf Rechnungen, die zwischen dem 1. Januar 2023 und dem 31. Dezember 2025 ausgestellt werden.

**Art. 3 - § 1.** Das Unternehmen stellt per Post einen Prämienantrag beim ÖDW WBF auf der Grundlage eines vom ÖDW WBF festgelegten Musterformulars.

Dieser Antrag enthält mindestens die folgenden Informationen:

1° den Nachweis des Einbaus und der Zahlung der in Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Ausrüstung;

2° eine ehrenwörtliche Erklärung des Verantwortlichen des Unternehmens, dass er die in der De-minimis-Verordnung festgelegten Höchstgrenzen in den letzten beiden Steuerjahren und im laufenden Steuerjahr nicht überschreitet;

3° eine ehrenwörtliche Erklärung des Verantwortlichen des Unternehmens, durch die dieser bescheinigt, dass es die steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Regelungen einhält.

§ 2. Der Prämienantrag wird innerhalb von vier Monaten ab dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* oder innerhalb von drei Monaten ab der letzten Rechnung für die in Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Ausrüstung eingereicht.

Zulässig sind Rechnungen, die zwischen dem 1. Januar 2023 und dem 31. Dezember 2025 ausgestellt wurden.

Das Unternehmen stellt einen einzigen Prämienantrag für eine oder mehrere Ausrüstungen, die in Artikel 2, § 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannt sind. Ein Prämienantrag darf jedoch ein oder mehrere Fahrzeuge betreffen.

**Art. 4 -** Innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Eingang des Prämienantrags kann der ÖDW WBF dem Unternehmen ein Schreiben zukommen lassen, in dem er die fehlenden Informationen anfordert und dem Unternehmen eine Frist von einem Monat ab Eingang dieses Antrags einräumt, um seine Akte zu vervollständigen.

Der ÖDW WBF stellt dem Unternehmen ein Erinnerungsschreiben zu, wenn es die angeforderten Informationen nicht innerhalb eines Monats nach Erhalt der entsprechenden Aufforderung übermittelt hat. Durch dieses Erinnerungsschreiben wird dem Unternehmen eine neue Frist von einem Monat gewährt. Nach Ablauf dieser neuen Frist trifft der Minister oder der beauftragte Beamte eine Entscheidung zur Ablehnung der Investitionsprämie und teilt diese dem Unternehmen per Einschreiben mit Rückschein oder auf eine andere Art und Weise, die der Sendung ein sicheres Datum verleiht, mit.

Hat der Betrieb die von der Verwaltung beantragten Auskünfte innerhalb des Monats nicht übermittelt, so wird ihm ein Erinnerungsschreiben zugestellt, durch das ihm erneut eine einmonatige Frist gewährt wird. Nach Ablauf dieser Frist trifft der Minister oder der beauftragte Beamte eine Entscheidung zur Ablehnung der Investitionsprämie und teilt diese per Einschreiben mit Rückschein oder auf eine andere Art und Weise, die der Sendung ein sicheres Datum verleiht, mit.

**Art. 5 -** Der ÖDW WBF prüft die Zulässigkeit des Prämienantrags und der Minister oder der beauftragte Beamte trifft eine Entscheidung über die Gewährung oder Ablehnung der Prämie.

Handelt es sich um eine Entscheidung über die Gewährung, so wird die in Artikel 2 § 2 genannte Prämie in einem einzigen Vorgang ausgezahlt.

Wenn es sich um eine ablehnende Entscheidung handelt, teilt der ÖDW WBF diese dem Unternehmen per Einschreiben mit Rückschein oder auf eine andere Weise, die der Sendung ein sicheres Datum verleiht, mit.

**Art. 6 -** Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

**Art. 7 -** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. September 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/47547]

**14 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de incentives ter bevordering van uitrustingen die het energieverbruik en de geluidsemissies van een voertuig verminderen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, artikel 6, eerste lid;

Gelet op het verslag van 30 juni 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juli 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 juli 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 18 juli 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 11 maart 2004: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen;

2° de onderneming: de kleine en middelgrote onderneming en de grote onderneming bedoeld in artikel 1 van het decreet van 11 maart 2004, die een voertuig bezit, waarvoor de verkeersbelasting in het Waalse Gewest verschuldigd is;

3° het voertuig: het motorvoertuig, het samenstel van voertuigen of aanhangwagens bedoeld of gebruikt, of gedeeltelijk of uitsluitend, voor het vervoer over de weg van goederen en waarvan het maximaal toegestane totaalgewicht meer dan 3,5 ton bedraagt, met uitzondering van het motorvoertuig, het samenstel van voertuigen of aanhangwagens, gebruikt op beperkte manier op de openbare weg;

4° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

5° de “SPW EER” : de “Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche” (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek).

**Art. 2.** § 1. De Minister of zijn daartoe aangewezen afgevaardigde kan, binnen de grenzen van de begrotingskredieten en overeenkomstig de Europese bepalingen die zijn vastgesteld met betrekking tot de-minimissteun, hierna de-minimis-verordening genoemd, een premie toekennen aan de onderneming die:

1° in het Waalse Gewest eigenaar is van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van het Wetboek van economisch recht;

2° een nieuwe uitrusting die het energieverbruik of de geluidsemissies vermindert op een voertuig dat voldoet aan de EURO VI-norm of hoger installeert;

3° geen incentives heeft genoten, voor dezelfde uitrusting en met hetzelfde doel, krachtens het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, het decreet van 11 maart of het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

4° aan de fiscale en sociale wetgevingen en reglementeringen voldoet of die zich ertoe verbindt daaraan te voldoen binnen de door het Bestuur bepaalde termijnen.

In 4° kan de “SPW EER”, in voorkomend geval, de onderneming erom verzoeken de nodige documenten en bewijzen te overleggen.

§ 2. De Minister bepaalt de in aanmerking komende uitrusting per voertuig bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, alsook het bedrag van de overeenstemmende premie.

Het maximumbedrag van de premie wordt vastgesteld op 10.000 euro per voertuig en beperkt tot 100.000 euro per onderneming voor alle aanvragen die betrekking hebben op facturen uitgereikt tussen 1 januari 2023 en 31 december 2025.

**Art. 3.** § 1. De onderneming dient per schrijven een premie-aanvraag in bij de “SPW EER” op basis van een door de “SPW EER” vastgesteld typeformulier.

Dit bevat minstens de volgende gegevens :

1° het bewijs van de installatie en de betaling van de in artikel 2, § 1, eerste lid, 2°, bedoelde uitrusting;

2° een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming waaruit blijkt dat de plafonds zoals bepaald in de minimis-verordening de laatste twee boekjaren en het lopende boekjaar niet werden overschreden;

3° een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming aantoont dat ze aan de fiscale en sociale wetgevingen en reglementeringen voldoet.

§ 2. De premie-aanvraag wordt binnen vier maanden vanaf de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* of binnen vier maanden vanaf de laatste factuur met betrekking tot de in artikel 2, § 1, eerste lid, 2°, bedoelde uitrusting ingediend.

De in aanmerking komende facturen zijn deze die zijn uitgereikt tussen 1 januari 2023 en 31 december 2025.

De onderneming dient één enkele premie-aanvraag in voor één of meer uitrustingen bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 2°. Een premie-aanvraag kan evenwel één of meerdere voertuigen betreffen.

**Art. 4.** Binnen drie maanden na de datum van ontvangst van de premie-aanvraag kan de “SPW EER” de onderneming een verzoek sturen voor de ontbrekende informatie, waarbij aan de onderneming een termijn van één maand vanaf de ontvangst van dit verzoek wordt toegekend om haar dossier aan te vullen.

Le SPW EER envoie un rappel à l’entreprise lorsque celle-ci n’a pas transmis les renseignements sollicités par l’administration dans le mois de la réception de la demande d’information.

De “SPW EER” stuurt de onderneming een herinnering als zij de door de administratie gevraagde informatie niet binnen een maand na ontvangst van het verzoek om informatie heeft verstrekt. Deze herinnering geeft de onderneming een nieuwe termijn van één maand. Na het verstrijken van deze nieuwe termijn neemt de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot weigering van de investeringspremie en stelt de onderneming hiervan in kennis per aangetekende brief met ontvangstbewijs of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

Als de onderneming de door de administratie gevraagde informatie niet binnen een maand heeft verstrekt, krijgt ze een herinnering met een extra termijn van een maand. Na het verstrijken van deze nieuwe termijn neemt de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot weigering van de investeringspremie en stelt de onderneming hiervan in kennis per aangetekende schrijven met ontvangstbewijs of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

**Art. 5.** De “SPW EER” onderzoekt de ontvankelijkheid van de premie-aanvraag en de Minister of de gemachtigd ambtenaar neemt een beslissing tot toekenning of weigering van de premie.

Bij beslissing tot toekenning wordt de premie bedoeld in artikel 2, § 2, in één keer uitbetaald.

Bij beslissing tot weigering, geeft de “SPW EER” daar kennis van aan de onderneming per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 7.** De Minister bevoegd voor economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47545]

**14 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l’Action sociale et de la Santé relatives aux services organisant des activités pour personnes handicapées et de l’arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l’accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon. — Erratum**

L’erratum susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 20 novembre 2023, à la page 107653, est nul et non avenu.

Les versions française et néerlandaise de l’arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 3 novembre 2023, à la page 101418, doivent se lire comme suit :

« SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

**14 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l’Action sociale et de la Santé relatives aux services organisant des activités pour personnes handicapées et de l’arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l’accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l’Action sociale et de la Santé, l’article 283, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2020 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l’Action sociale et de la Santé ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 3 octobre 2022 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 13 octobre 2022 ;

Vu le rapport du 13 octobre 2022 établi conformément à l’article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l’article 138 de la Constitution ;

Vu les avis du 26 octobre 2022 de l’Organe de concertation intra-francophone et du Comité ministériel ;

Vu l’avis du Comité de branche « Handicap » de Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 25 novembre 2022 ;

Vu l’avis de l’Autorité de protection des données, donné le 9 février 2023 ;

Vu l’avis du Conseil Consultatif wallon des personnes en situation de handicap, donné le 20 avril 2023 ;

Vu la demande d’avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d’État le 14 juillet 2023, en application de l’article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l’absence de communication de l’avis dans ce délai ;

Vu l’article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que des moyens complémentaires destinés à refinancer ce secteur ont été prévus par le Gouvernement ;

Considérant la nécessité de financer à leur juste coût les opérateurs dans le respect de l’intérêt supérieur du service et ce afin de permettre la bonne continuité du service public ;